

Venezuela/Crise

# L'étoupe se resserre autour de Maduro

AFP  
Caracas/Venezuela

De fait, Washington a imposé de nouvelles sanctions à Caracas. De quoi susciter de vives protestations de la part de Moscou et de Pékin.

LA Chine et la Russie ont dénoncé hier les nouvelles sanctions américaines contre le Venezuela, qui resserrent l'étoupe sur le président socialiste Nicolas Maduro à la veille de nouvelles manifestations à l'appel de l'opposant auto-proclamé président Juan Guaido.

"Les autorités légitimes du Venezuela considèrent ces sanctions comme illégales et nous nous joignons totalement à ce point de vue", a fustigé le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov, accusant Washington d'"ingérence flagrante".

"Nous allons défendre nos intérêts dans le cadre du droit international, en utilisant tous les mécanismes à notre disposition", a-t-il ajouté, alors que la Russie a investi des milliards de dollars dans les hydrocarbures et les armes au Venezuela.

Principal créancier de Caracas, la Chine s'est elle aussi dite "opposée à des sanctions unilatérales", via le porte-parole du ministè-

re des Affaires étrangères Geng Shuang. Ces sanctions "vont mener à une détérioration dans la vie de la population au Venezuela, et (ceux qui les ont imposées) devraient être responsables des graves conséquences".

Déterminé à provoquer le départ de Nicolas Maduro, le Parlement vénézuélien, dirigé par l'opposant Juan Guaido, 35 ans, qui lui dispute la place à la tête de l'Etat, se réunissait mardi pour débattre d'un "plan de sauvetage du pays" et de la possibilité d'"élections libres et transparentes".

**BATAILLE DIPLOMATIQUE** Fort de son soutien à l'international, Juan Guaido appelle à manifester ce mercredi puis samedi, alors que tous les regards sont tournés vers son pays, en plein naufrage économique et au cœur d'une bataille diplomatique internationale.

Outre Pékin et Moscou, Nicolas Maduro reste notamment soutenu par la Corée du Nord, la Turquie ou encore Cuba.

Mais de plus en plus de voix se rallient à Juan Guaido, notamment en Europe où six pays (Espagne, France, Allemagne, Royaume-Uni, Portugal, Pays-Bas) ont donné jusqu'à dimanche au président socialiste pour convoquer des élections, faute de quoi ils reconnaîtront son



Photo : AFP

C'est un Nicolas Maduro furieux qui a réagi à l'annonce de nouvelles sanctions américaines : "Le sang qui peut couler au Venezuela sera sur vos mains, Donald Trump".

adversaire. Les Etats-Unis ont déjà franchi ce pas et considèrent Juan Guaido comme président par intérim.

Lundi, les Etats-Unis ont encore fait monter la pression en visant la compagnie pétrolière vénézuélienne PDVSA, à laquelle ils ont interdit de faire du commerce avec des entités américaines et dont ils ont gelé les avoirs à l'étranger.

"Le sang qui peut couler au Venezuela sera sur vos mains, Donald Trump", a réagi Nicolas Maduro, furieux après l'annonce de ces sanctions.

Les manifestations d'opposants ont fait plus de 40 morts en une semaine, a affirmé l'Onu hier. Un bilan légèrement supérieur à celui de l'ONG vénézuélienne Provea, qui a fait état d'au moins 35 morts,

mais a aussi évoqué huit "exécution illégales" après ces manifestations, lors d'opérations policières.

**"CONFRONTATION ENTRE FRERES"** Jusqu'à présent, Nicolas Maduro se montre inflexible : il rejette l'ultimatum des Européens et accuse les Etats-Unis d'agir en coulisses de ce qu'il considère comme un coup d'Etat : "L'opposition doit ignorer les appels de l'Empire (les Etats-Unis, nldr) qui visent à la confrontation entre frères", a-t-il tweeté hier.

Juan Guaido a affirmé avoir "discuté avec le président (Trump), de même qu'avec d'autres présidents de la région et du monde" et pris le contrôle des actifs du Venezuela à l'étranger et avoir entamé "le processus de nomination des comités de direction de PDVSA et Citgo", filiale de raffineries

aux Etats-Unis. Le Venezuela dispose des plus importantes réserves de brut au monde, même si sa production a fondu par manque d'entretien de ses installations.

"Ils veulent nous voler l'entreprise Citgo, à nous les Vénézuéliens", a dénoncé Nicolas Maduro, en annonçant des poursuites contre les Etats-Unis.

**L'ARMEE COURTISEE** Le deuxième angle d'attaque de l'opposition et de Washington est l'armée, l'autre pilier qui maintient au pouvoir le chef de l'Etat depuis 2013.

John Bolton, conseiller à la sécurité nationale de la Maison Blanche, a exhorté l'armée à accepter une transition "pacifique, démocratique et constitutionnelle" du pouvoir.

Et Juan Guaido a offert l'amnistie aux fonctionnaires et militaires acceptant de le soutenir.

Des dissensions commencent à apparaître : attaché militaire du Venezuela à Washington, le colonel José Luis Silva a fait défection samedi.

Outre la violence, la communauté internationale redoute la catastrophe humanitaire dans ce pays, qui se débat aujourd'hui entre hyperinflation (10 000 000% en 2019 selon le FMI) et graves pénuries d'aliments et de médicaments.

# Cameroun/Au lendemain de l'arrestation de l'opposant Maurice Kamto Son parti accuse le pouvoir de vouloir le "décapiter"

AFP  
Yaoundé/Cameroun

LES autorités camerounaises veulent "décapiter" le parti de Maurice Kamto, a estimé hier son vice-président Emmanuel Simh dans un communiqué dénonçant l'arrestation la veille de l'opposant et plusieurs de ses soutiens à Douala.

Le Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC) "condamne fermement ces interpellations politiques injustifiées et au demeurant annoncées, dont le but inavoué est de décapiter le MRC et sa coalition gagnante autour de Maurice Kamto", dit le texte.

Le leader du MRC Maurice Kamto, qui revendique toujours la victoire à la présidentielle d'octobre dont il est arrivé officiellement deuxième derrière le président Paul Biya, a été arrêté lundi soir au domicile d'Albert Dzungang, homme politique soutien de M. Kamto. Alain Fogué, universitaire

et trésorier du MRC, a de même été arrêté lundi soir à Yaoundé pour les motifs "d'insurrection et de destruction des biens", selon le communiqué d'hier.

Le parti, qui estime que ces interpellations sont "politiques" et "injustifiées", a appelé ses militants au "calme" et rappelé "son attachement au respect des lois et règlements de la République sur lesquels se sont toujours fondées ses actions".

Samedi, le MRC avait appelé à manifester dans tout le pays contre la réélection de Paul Biya, 85 ans dont 36 au pouvoir.

Au cours de ces marches dans plusieurs villes, non autorisées, 117 personnes ont été arrêtées.

L'ex-directeur de campagne de Maurice Kamto, Paul-Eric Kingue, et le rappeur pro-Kamto Valséro faisaient partie des interpellés.

Samedi soir, le ministre de l'Administration territoriale, Paul Atanga Nji, avait estimé que le parti de Maurice Kamto avait "franchi la ligne rouge".

Le ministre de la Communication, René Emmanuel



Photo : AFP/L'Union

Le MRC voit dans l'arrestation de son leader Maurice Kamto (ici lors de la campagne présidentielle où il avait filé la métaphore sportive) et d'autres militants une tentative pour le pouvoir de le "décapiter".

Sadi, avait pour sa part accusé le camp Kamto de "tentative de déstabilisation" du pouvoir.

Depuis l'annonce des résultats de l'élection prési-

dentielle, fin octobre, plusieurs manifestations non autorisées ont été organisées par le MRC contre ce qu'il qualifie de "hold-up électoral".

L'ex-candidat du MRC était officiellement, selon les résultats du Conseil constitutionnel, arrivé deuxième dans les urnes (14,23% des suffrages) derrière Paul Biya, réélu pour un septième mandat consécutif avec 71,2% des voix.

Depuis 1982, M. Biya règne en maître absolu au Cameroun, où il a tout verrouillé pour assurer son maintien à la tête du pays, s'appuyant sur l'administration et sur un parti-Etat, le RDPC, qu'il a créé en 1985.

**Amnesty demande la libération des opposants.** Amnesty International a appelé hier à la libération "immédiate et sans conditions" de Maurice Kamto, qui revendique toujours la victoire à la présidentielle camerounaise d'octobre, et d'autres opposants arrêtés lundi soir. "Au lieu de prendre des mesures pour améliorer la situation des droits de l'homme dans le pays, nous constatons que les autorités tolèrent de moins en moins les critiques. Cela doit cesser", a déclaré Samira Daoud, directrice Afrique Ouest et centrale d'Amnesty.

L'Afrique en bref

• Mali/Attaque. Deux militaires maliens tués dans le Nord

Deux militaires maliens ont été tués et dix blessés hier dans une attaque par des jihadistes présumés dans le nord du pays, a annoncé le ministère de la Défense dans un communiqué.

• Niger/Jihadistes. Quatre morts dans le sud-est

Au moins quatre personnes ont été tuées lundi soir par des membres du groupe jihadiste nigérian Boko Haram à Bosso, une commune du sud-est du Niger, proche du Nigeria, a rapporté hier un élu local.

• Nigeria/Jihadistes. 30 000 personnes fuient Rann

Quelque 30 000 personnes ont fui Rann, dans le nord-est du Nigeria, pour échapper aux jihadistes du groupe Boko Haram qui ont pris le contrôle de la ville, a-t-on appris de sources concordantes hier.

• RDCongo/Rébellion. Reddition de trois chefs miliciens

Trois chefs d'une milice rebelle, dont un homme accusé de meurtre de trente-neuf policiers en 2017, se sont rendus aux autorités hier au Kasai, région du centre de RDC théâtre d'un conflit en 2016-17 et fief du nouveau président Félix Tshisekedi, a déclaré un responsable local.

• Somalie/Attentat. Au moins 2 morts à Mogadiscio



Photo : AFP

Au moins deux personnes ont été tuées et cinq blessées hier dans un attentat à la voiture piégée à Mogadiscio, près du ministère somalien du Pétrole, a-t-on appris de source sécuritaire.

• Tunisie/Politique. Le président s'en prend au Premier ministre

Le président tunisien Béji Caïd Essebsi a accusé hier son Premier ministre Youssef Chahed de s'accrocher au pouvoir et d'avoir fait un pacte "secret" dans ce but avec le parti d'inspiration islamiste Ennahdha, dans un entretien avec le journal arabophone Al Arab.

• Zimbabwe/Troubles. Le pasteur et opposant Evan Mawarire remis en liberté provisoire

Le pasteur et opposant Evan Mawarire, arrêté le 16 janvier dans la foulée des émeutes contre la hausse des prix des carburants, a été remis hier en liberté sous contrôle judiciaire sur décision d'un tribunal de la capitale, Harare.